



## *Union des Syndicats CGT de la Corse du Sud*

Résidence “ U Piopu ” Bât E, rue du Cdt Biancamaria - 20000 AJACCIO

Tel : 04 95 10 50 70. Fax : 04 95 20 65 64

### **Contre le démantèlement des services de l'Etat en Corse**

Les fonctionnaires CGT de Corse du Sud, réunis à Ajaccio le 15 février, dénoncent un **véritable démantèlement des services de l'Etat en Corse**, dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques, lancée en Juillet 2007 et bouclée en décembre par le Président de la République.

Cette révision à marche forcée, menée essentiellement par des bureaux d'audits privés, a tranché sur ce que devait être le rôle de l'Etat et de sa fonction Publique, sans le moindre débat avec les usagers-citoyens et les personnels.

Le seul objectif poursuivi vise à réduire le déficit public, pour répondre aux critères de convergence du traité de Maastricht. 14 milliards d'euros seraient ainsi économisés sans que ne soit évalué l'impact en terme de service public pour la population, alors que les profits boursiers n'ont jamais été aussi élevés.

Les premières mesures de cette contre-réforme viennent d'être dévoilées.

Dorénavant, **les services déconcentrés de l'Etat ne devraient exister en tant que tels, qu'au niveau régional.**

Exit donc les services départementaux des ministères tels que les Directions départementales ou interdépartementales de l'Equipement, de l'Agriculture et de la Forêt, du Travail et de l'Emploi, des Services Vétérinaires, des Affaires Maritimes, de la Jeunesse et des Sports, des Anciens Combattants, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, les sub-divisions des DRIRE.

Tous **ces services disparaîtraient et seraient fondus au sein de quatre directions de la Préfecture, sous l'autorité du Préfet de département** et sans aucun lien avec leurs propres ministères.

Pour l'instant seuls les services du ministère des finances et de l'Education Nationale ne sont pas définitivement fixés sur leur sort, même si se profile déjà la fusion des services des impôts et du Trésor Public, véritable coup d'accélérateur à leur disparition dans les différentes localités du département.

L'incertitude sur le devenir de la perception de Bonifacio, détruite par un attentat, et en attente de validation d'une 2e expertise de la Comptabilité Publique pour une réimplantation sur place, illustre bien la tendance actuelle

Le niveau de **mise en œuvre des politiques publiques ne se situerait plus qu'au niveau régional**, ce qui condamne toute activité de proximité de plein exercice.

C'est ainsi que la proximité avec les usagers-citoyens en matière de logement social, de pensions militaires d'invalidité, de développement industriel, de sécurité routière, de droits des sols, de développement agricole et forestier, d'environnement, de protection contre les risques naturels, de droit du travail et l'aide juridique et technique aux collectivités et notamment aux petites communes ....., seraient définitivement remises en cause.

En Corse, comme dans toutes les Régions Françaises, le droit au service public et à l'égalité de droit et de traitement des citoyens sur l'ensemble du territoire national serait ainsi bafoué .

L'Etat se désengagerait de bon nombre de ses missions à l'exception du maintien de l'ordre et du contrôle social.

C'est à un **véritable démenagement du territoire auquel nous allons assister** si nous ne nous opposons pas à ces dérives.

#### **La CGT revendique :**

- **le maintien au niveau de chaque département, ainsi que localement, des services déconcentrés de l'Etat de plein exercice, en lien avec leurs ministères ;**
- **la reconquête de bon nombre de missions abandonnées et la mise en cohérence de l'ensemble des politiques publiques, en lien avec les différentes collectivités : communes, départements, région.**
- **que soient rapidement créées les conditions de la réimplantation de la perception de Bonifacio.**

**Elle en appelle aux élus locaux et territoriaux, aux usagers –citoyens et à leurs associations, pour qu'ils se mobilisent contre la casse du service public de l'Etat en Corse.**

Ajaccio, le 20 février 2008